

Émile Durkheim (1890)

**« Les principes de 1789
et la sociologie. »**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Émile Durkheim (1890)

« Les principes de 1789 et la sociologie. »

Une édition électronique réalisée à partir de l'article d'Émile Durkheim « Les principes de 1789 et la sociologie » — *Revue internationale de l'enseignement*, XIX, 1890, pp. 450-456.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 28 mai 2002 à Chicoutimi, Québec.



Les principes de 1789 et la sociologie

Par Émile Durkheim (1790)

Qu'on le regrette ou non, la Révolution française, d'objet de foi qu'elle était, devient de plus en plus un objet de science. La doctrine révolutionnaire ne nous apparaît plus comme un évangile impeccable ni comme un tissu de monstrueuses aberrations, mais nous nous habituons peu à peu à n'y voir qu'un fait social de la plus haute importance, dont nous cherchons à connaître les origines et la portée. Les temps commencent à être mûrs pour une étude objective et impartiale de cette histoire, quoiqu'elle soit encore bien mêlée aux querelles du jour. Il serait curieux de rechercher d'où provient ce changement. Est-ce simplement un effet de l'éloignement des choses dans le temps ? est-ce fatigue de lutter contre des tendances irrésistibles ou déception causée par des échecs inattendus ? Il est probable que toutes ces causes ont concouru à la fois à produire ce mouvement ; en tout cas il existe. Le très intéressant livre que vient de nous donner M. Ferneuil sur *Les principes de 1789 et la science sociale*¹ est une nouvelle et importante manifestation de cet état d'esprit. La question que s'est posée M. Ferneuil n'est pas de celles que l'on peut résoudre d'un mot, car les principes de 89 peuvent être considérés sous des aspects très

¹ Paris, Hachette, 1889.

différents. Ils sont un événement historique, un fait politique, en même temps qu'une théorie scientifique de la société. Oubliez les conditions sociales dans lesquelles ils se sont produits pour les considérer en eux-mêmes, et vous n'y verrez qu'une suite de propositions abstraites, définitions, axiomes, théorèmes, qui se présentent comme le résumé d'une science définitive : c'est une sorte de bréviaire de sociologie, du moins d'une certaine sociologie. Mais replacez-les dans leur milieu historique, et le point de vue change. Les hommes de la Révolution n'étaient pas des savants qui imaginaient un système dans le silence du cabinet, mais des hommes d'action qui se croyaient appelés à reconstruire la société sur des bases nouvelles ; et il est trop clair qu'une pareille reconstruction ne pouvait pas se faire d'après une méthode scientifique. En réalité ce sont les besoins, les aspirations de toute sorte dont était travaillée la société française qui ont guidé les hommes d'État de l'époque et déterminé les grandes lignes de l'œuvre à la fois destructive et réparatrice qu'ils avaient entreprise. Les fameux principes ne font qu'exprimer ces tendances, bien plutôt que les rapports réels des choses. Leur autorité leur vient, non de ce qu'ils sont d'accord avec la réalité, mais de ce qu'ils sont conformes aux aspirations nationales. On y croit non comme à des théorèmes, mais comme à des articles de foi. Ils n'ont été faits ni par la science ni pour la science ; mais ils résultent de la pratique même de la vie. En un mot, ils ont été une religion, qui a eu ses martyrs et ses apôtres, qui a profondément remué les masses, et qui, en définitive, a suscité de grandes choses.

La distinction est importante à faire : car, suivant qu'on se place à l'un ou à l'autre point de vue, le jugement que l'on doit porter sur les principes de 1789 change du tout au tout.

Si l'on y voit une doctrine scientifique, il faut les traiter comme tels et y appliquer par conséquent la méthode critique qui seule convient à la science. Il faut voir s'ils sont adéquats aux faits qu'ils prétendent exprimer. Ils se présentent comme une explication des principaux phénomènes sociaux ; en rendent-ils réellement compte ? Est-il vrai que, en fait, « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui », etc. ? Pour répondre à ces questions, il n'y a qu'à confronter la réalité des faits avec les formules qui sont censées les contenir. Mais ce problème n'est pas le seul qui se pose.

Admettez que, comme vérités théoriques, les principes de 1789 soient définitivement réfutés, ils subsistent comme faits sociaux, comme expression de l'état d'âme d'un temps et d'une société. Pour les apprécier à ce point de vue, il ne suffit plus de considérer la lettre de la formule pour en mesurer la vérité objective ; il faut au contraire en faire abstraction pour atteindre les besoins d'où elle provient et qu'elle résume et ce sont ces derniers qu'il faut juger. Des esprits simplistes peuvent croire, il est vrai, que pour connaître ces tendances et ces aspirations il suffit de développer la formule qui les manifeste et d'en bien comprendre le sens littéral. Mais ce serait s'exposer à de graves erreurs. En effet ces formules sont l'aboutissement conscient de tout un processus inconscient. Les causes lointaines dont il dépend nous échappent à cause de leur éloignement et de leur complexité ; il n'y a que les conséquences les plus prochaines et les plus simples qui pénètrent dans le champ de la conscience. Les apercevant ainsi détachées des conditions qui les expliquent,

nous sommes obligés de les élaborer et de les arranger pour les rendre intelligibles. Par voie d'analogie, ou par tout autre procédé de raisonnement nous leur inventons des raisons, à défaut des véritables que nous ne voyons pas, et c'est le résultat de tout ce travail que nous traduisons en propositions simples et claires. Celles-ci ne peuvent donc refléter que d'une manière très inexacte la réalité sous-jacente. Ce sont des symboles, mais imparfaits et trompeurs. Par exemple des causes multiples que le sens intime est impuissant à démêler, que l'analyse scientifique elle-même a du mal à retrouver, ont depuis longtemps déterminé les sociétés à prohiber les mariages entre parents. Aujourd'hui, de toutes ces expériences passées il ne survit rien dans nos consciences, si ce n'est l'horreur que nous inspirent ces sortes d'unions. À cette horreur nous cherchons des raisons et nous en trouvons qui varient suivant les pays, les tempéraments, raisons religieuses ici, physiologiques ailleurs, mais qui, on le comprend, n'ont aucun rapport avec les causes véritables du phénomène. Si donc il n'y a pas de relations directes entre ces formules explicatives et les besoins sociaux auxquels elles correspondent, il ne peut suffire de réfuter les premières pour démontrer la nature malsaine des seconds. Il n'y a pas de religions qui, considérées comme doctrines scientifiques, résistent à la critique : la plupart postulent de véritables hérésies au point de vue de la science. Mais on n'a pas le droit d'en conclure qu'elles aient joué dans l'histoire ni qu'elles jouent encore aujourd'hui un rôle nuisible et mauvais. Car il est très possible et même infiniment vraisemblable que, si insuffisantes qu'elles soient dans leurs explications cosmologiques ou sociologiques, elles répondent à des besoins réels et légitimes qui autrement n'auraient pas reçu de satisfaction.

Il y a donc là deux problèmes tout à fait distincts et indépendants, et cette double face de la question n'a pas échappé à M. Ferneuil. Il a parfaitement compris que les principes de 89 ne relèvent pas purement et simplement de l'examen scientifique ; qu'ils ne sont pas seulement des doctrines plus ou moins exactes, mais des faits sociaux dont est solidaire tout notre développement national depuis un siècle. « La science, dit-il très justement, aura beau battre en brèche les principes de 1789, le devoir strict des contemporains sera encore de recueillir pieusement dans l'héritage de la Révolution ces trésors inappréciables de foi patriotique, de dévouement à la chose publique, de solidarité nationale que nos pères y ont déposés pour l'exemple de leurs descendants. » Cependant, comme l'indique le titre de l'ouvrage, c'est surtout en savant qu'il les examine, et voilà pourquoi ses conclusions ont pu paraître un peu sévères à certains critiques.

C'est que les hommes de la Révolution ne sont pas les seuls touchés par son livre ; on sent même à chaque page au ton de la polémique que les adversaires qu'il combat ne sont pas aussi anciens qu'on pourrait le croire au premier abord, et qu'ils n'ont pas encore eu le temps d'appartenir tous à l'histoire. Abstrayez en effet les principes de 1789 des circonstances de temps et de lieu dans lesquels ils se sont produits, dégagez-en l'esprit général et vous reconnaîtrez qu'il inspire encore la majeure partie des moralistes et des économistes français. Il est vrai que beaucoup d'entre eux protestent contre un tel rapprochement ; ils renient leurs maîtres, mais c'est qu'ils sont des disciples inconséquents ou ingrats. Les uns et les autres en effet réduisent la science sociale à une simple analyse idéologique. Ils partent du concept abstrait de l'individu en soi et ils en développent le contenu. Étant donné la notion d'un

individu absolument autonome, ne relevant que de lui-même, sans antécédents historiques, sans milieu social, comment devra-t-il se conduire soit dans ses relations économiques, soit dans sa vie morale, telle est la question qu'ils se posent et qu'ils cherchent à résoudre par le raisonnement.

Or, comme le démontre notre auteur, une pareille méthode ne peut donner de résultats objectifs. On peut bien en procédant de cette manière lier entre eux des concepts, mais on ne peut pas s'attendre à ce qu'un tel système exprime les rapports réels des choses ; car l'individu ainsi conçu n'existe pas dans la réalité. L'homme véritable n'a rien de commun avec cette entité abstraite, il fait partie d'un temps et d'un pays, il a des idées, des sentiments qui ne viennent pas de lui, mais de son entourage ; il a des préjugés, des croyances ; il est soumis à des règles d'action qu'il n'a pas faites et qu'il respecte pourtant ; il a des aspirations de toute sorte et bien d'autres besoins que celui de tenir son budget économiquement, et tous ces mobiles hétérogènes croisent et entrecroisent leur action, si bien qu'il n'est pas facile le plus souvent de les distinguer et de reconnaître la part de chacun. On répond que toute science vit d'abstractions, que sans doute l'homme réel et complet n'est pas simplement une individualité isolée et égoïste, mais que nous pouvons convenir de l'étudier exclusivement à ce point de vue. Assurément ; mais, pour que le résultat d'une telle investigation pût avoir quelque valeur, il faudrait que l'abstraction eût été faite expérimentalement. Il aurait fallu, sinon pour tous les types sociaux, du moins pour celui auquel nous appartenons, établir par l'observation quelles sont les principales pratiques qui gouvernent la conduite économique et morale de l'homme ; puis isoler parmi ces dernières, au moyen d'expériences convenables, celles qui correspondent au côté égoïste de notre nature. On aurait ainsi une notion véritablement adéquate de ce que les économistes appellent l'individu, de ce que les moralistes nomment la personne et de la sphère d'action qui lui est propre, on en pourrait faire l'étude, et, après avoir déterminé ce qu'il est, chercher ce qu'il doit être. Mais ce n'est pas ainsi que procèdent nos théoriciens. Ce concept de l'individu, qui en réalité ne peut être formé qu'à la suite de très laborieuses analyses, qui suppose déjà faite une partie de la science, ils le construisent d'emblée et de toutes pièces ; ils y voient une de ces notions très simples, très claires que le savant postule et ne démontre pas et dont tout le monde peut facilement vérifier l'exactitude par un retour sur soi et sans autre procédure. C'est dire qu'elle ne peut avoir qu'une valeur très subjective.

Cette erreur de méthode en entraîne une autre dans la doctrine, et de la plus haute gravité. Si l'on procède avec la lenteur dont nous venons de montrer la nécessité, on constate que cette sphère où l'individu ne relève que de lui-même est en réalité extrêmement restreinte. Au contraire, quand, comme les moralistes et les économistes de cette école, on commence par supposer le problème résolu, c'est qu'on croit et qu'on pose en principe que cette partie exigüe de l'homme est l'homme entier. C'est là, à dire le vrai, l'idée mère de tous ces systèmes. Si l'on ne juge pas nécessaire de procéder aux expériences, aux analyses que nous venons de dire pour isoler cette région de l'âme humaine des autres régions, c'est qu'on admet comme un postulat qu'au-delà il n'y a plus grand-chose. Voilà d'où vient l'individualisme intransigeant qui est la foi commune de tous ces penseurs. Cet individualisme n'a jamais été démontré et il ne peut pas l'être. Jamais on n'a fait voir par le détail et par une comparaison véritablement expérimentale que les règles et les pratiques qui

dominant et gouvernent notre vie juridique, morale, économique, n'ont eu d'autre but et d'autre raison d'être que le bien-être matériel et moral des individus. C'est pourtant un axiome, un article de foi, ou, pour employer un mot qui est en faveur chez les économistes, quoiqu'il ait une couleur bien peu scientifique, une *orthodoxie*. Mais s'il en est vraiment ainsi, il devient tout à fait impossible de réintégrer l'homme dans le milieu social dont pourtant il fait partie. Si l'homme est essentiellement un tout, un être personnel et égoïste, — d'un égoïsme moral ou matériel, peu importe, — s'il n'a d'autre objectif que le développement de sa personnalité morale (Kant) ou que la satisfaction de ses besoins avec la moindre fatigue possible (Bastiat), la société apparaît comme quelque chose de contre nature, comme une violence faite à nos penchants les plus fondamentaux. Rousseau l'avoue ou plutôt le proclame ; Bastiat combat Rousseau, mais leur désaccord n'est qu'apparent. L'un et l'autre en effet s'entendent pour voir dans la société telle qu'elle existe réellement avec ses traditions, ses préjugés héréditaires, les limites qu'elle impose à l'individu en pesant sur lui par la voie de l'opinion publique, des mœurs, des coutumes, des lois, etc., quelque chose de factice, d'artificiel, de monstrueux. Sans doute, disent nos économistes, l'homme est naturellement fait pour la vie sociale, mais ils sous-entendent : pour une vie sociale qui serait absolument différente de celle que nous avons sous les yeux, où il n'y aurait pas de tradition, pas de passé, où chacun vivrait chez soi sans se préoccuper des autres, où il n'y aurait d'action publique que pour protéger chaque individu contre les empiétements du voisin, etc. Quant à la société, telle qu'elle s'est constituée historiquement, c'est à leurs yeux un produit de la compression, une machine de guerre contre les individus, un reste de barbarie qui ne se maintient que par la force des préjugés et qui est tôt ou tard destiné à disparaître ¹. Rousseau n'a jamais tenu un autre langage.

Telle est la double erreur que M. Ferneuil a très courageusement signalée et combattue. Je dis qu'il fallait pour cela quelque courage, car c'était s'insurger contre une opinion qui, quoiqu'elle perde du terrain, est encore bien générale en France. Il y a là une manière de voir et de sentir les choses sociales que notre éducation, exclusivement littéraire, a fortement imprimée dans les intelligences. Une culture purement esthétique ne met pas assez directement l'esprit en contact avec la réalité pour qu'il puisse s'en faire une représentation suffisamment adéquate. Ce n'est pas en apprenant à goûter les chefs-d'œuvre des littératures classiques que l'on acquiert le sentiment du développement organique de la société, de la dépendance où nous nous trouvons vis-à-vis des générations antérieures et des milieux de toute sorte qui nous entourent. Ces liens multiples qui nous enchaînent les uns aux autres et au groupe dont nous faisons partie ne sont pas tellement à fleur de peau qu'il suffise pour les apercevoir d'avoir le goût un peu développé. Quand donc on n'a pas reçu d'autre éducation, on est nécessairement porté à nier leur existence, c'est-à-dire à voir dans l'individu une puissance autonome qui ne relève que d'elle-même et dans la société une simple mise en rapports de toutes ces forces indépendantes. C'est pourquoi quiconque entreprend de réagir contre ce simplisme superficiel et de rappeler quelle est la vraie place de l'individu dans la société vient se heurter à des sentiments, à des préjugés toujours vivaces. Comme une telle conception de la vie collective ne se ramène pas à un de ces systèmes d'idées claires qu'aime notre tempérament français, on croit en avoir fait

¹ Voir notamment MOLINARI, *L'évolution politique*.

justice quand on l'a dédaigneusement taxée d'importation germanique. On ne peut pas démontrer que la sphère de l'action sociale s'étend à mesure que les sociétés se développent sans se voir accusé de socialisme d'État et traité comme un ennemi de la liberté. Assurément, même sur ce point, notre tempérament se modifie, nous nous défaisons petit à petit de cet individualisme étroit et sans générosité. Cependant, ce mouvement de régression ne fait que commencer. Le livre de M. Ferneuil contribuera, nous l'espérons, à l'accélérer. On y sent une telle sincérité, un tel sérieux dans la conviction qu'il est difficile que le lecteur ne se laisse pas gagner.

Sur la seconde des questions que soulèvent les principes de 1789 son étude nous a paru moins complète et moins profonde. Tout en reconnaissant, ainsi que nous l'avons dit, la légitimité des deux points de vue, il a surtout examiné les idées de la Révolution comme une théorie de la société, non comme un fait social. Il semble ne rien voir de spécifique dans l'esprit révolutionnaire, sauf un goût immodéré pour l'absolu qu'expliqueraient les circonstances exceptionnelles où la France se trouvait alors. Mais ce goût de l'absolu n'est pas propre à la Révolution, il se retrouve à toutes les époques créatrices, dans tous les siècles de foi neuve et hardie. M. Ferneuil le sait et le dit lui-même dans son livre ; toutes les fois où nous nous mettons à quelque grande entreprise, nous aimons à croire que nous travaillons pour l'éternité. On ne peut donc rendre compte de cette manière que du caractère le plus général des célèbres principes, à savoir de leur forme catégorique et absolue. Tout ce qu'ils ont de propre et de spécial reste inexpliqué. D'ailleurs ils ont survécu aux temps et se sont étendus bien au-delà du pays où ils ont pris naissance. Une bonne partie de l'Europe y a cru, y croit encore. Ils dépendent donc, non de circonstances accidentelles et locales, mais de quelque changement général qui est survenu dans la structure des sociétés européennes.

C'est seulement quand on connaîtra avec quelque précision quel est ce changement, que l'on pourra qualifier définitivement les principes de 1789 et dire s'ils constituent un phénomène pathologique, ou bien au contraire s'ils représentent simplement une transformation nécessaire de notre conscience sociale. Surtout c'est seulement alors que l'on pourra résoudre cette autre question : quelles sont les destinées de la religion révolutionnaire ? Qu'est-elle appelée à devenir ? Grave problème assurément et nous trouvons tout naturel qu'il ait attiré un écrivain que préoccupe l'avenir de la patrie. Il n'y a pas en effet de question qui s'impose davantage à l'attention des législateurs et des hommes d'État, car toutes les difficultés où se débattent les peuples à l'heure présente ne viennent-elles pas du mal que nous éprouvons à adapter la structure traditionnelle des sociétés à ces aspirations nouvelles et inconscientes d'elles-mêmes qui les travaillent depuis un siècle ? Mais encore une fois, pour connaître quel est le sens de ces aspirations et quelle en est la source, il ne saurait suffire de méditer les formules qui les traduisent à la conscience, car rien n'est moins sûr que l'exactitude de cette traduction.

Il faut ajouter, d'ailleurs, que cette question relève plutôt de l'art politique que de la science sociale. En présentant au public le livre de M. Ferneuil, M. Albert Sorel marquait quelque inquiétude des ambitions excessives de notre jeune science. — Eh quoi ! s'écriait-il, va-t-on convoquer un concile de sociologistes pour résoudre tous ces problèmes. De pareils reproches pouvaient être mérités par Saint-Simon ou par Comte, mais aujourd'hui ils ne s'adressent plus

à personne. À mesure que la sociologie se constitue, elle se sépare de plus en plus nettement de ce que l'on a appelé, assez improprement d'ailleurs, les sciences politiques, spéculations bâtardes, à moitié théoriques et à moitié pratiques, à moitié sciences et à moitié arts, que l'on confond quelquefois encore, mais à tort, avec la science sociale. Celle-ci, comme toute science, étudie ce qui est et ce qui a été, en cherche les lois, mais se désintéresse de l'avenir. M. Ferneuil peut bien avoir parfois abusé de ces expressions : la sociologie admet, la sociologie repousse. Mais ce sont erreurs de formules qui traduisent mal sa pensée. Il suffit de lire son chapitre sur l'art et la science pour s'apercevoir qu'il ne confond pas leur domaine. Les difficultés pratiques ne peuvent être tranchées définitivement que par la pratique, par l'expérience de chaque jour. Ce n'est pas un conseil de sociologistes, ce seront les sociétés elles-mêmes qui trouveront la solution. Mais il ne peut y avoir que profit à ce qu'un homme au courant des résultats de la science, comme est M. Ferneuil, applique sa réflexion à ces matières, et c'est pourquoi les hommes d'action n'auront pas moins d'intérêt à lire son livre que les hommes de science.